



Pour le droit au logement pour tous
Contre la reprise des expulsions locatives au 1^{ier} avril
Manifestation unitaire Samedi 1^{ier} avril 2017
Départ à 15 heures Place de la République à Paris

Dans la région la spéculation immobilière bat son plein.

La Société du Grand Paris a obtenu en janvier 2017 un droit d'aménagement et de construction dans un rayon de 600 mètres autour des 68 gares du futur Grand Paris Express et elle entend bien en faire un marché juteux pour les aménageurs privés. La Société du Grand Paris veut utiliser ce levier pour financer en partie les travaux du Grand Paris Express. Les logements près des gares seront réservés à ceux qui pourront se les payer !

Les communes n'auront plus leur mot à dire, encore moins celles qui avaient la volonté progressiste de construire du logement social accessible à toutes les familles, particulièrement celles aux revenus les plus modestes.

Dans le même temps, la Métropole du Grand Paris est devenue compétente en matière d'aménagement et de politique de l'habitat sur l'ensemble du territoire de la Métropole, c'est-à-dire Paris et les trois départements limitrophes.

Patrick Ollier, le président de la Métropole Grand Paris, député Les Républicains des Hauts de Seine, n'aura sans doute pas pour première préoccupation la réponse aux 360 000 demandeurs de logements sociaux franciliens dont une majorité vit dans le périmètre de la Métropole.

Au même moment, la Présidente de région supprime depuis 2015 plus de 40 millions

d'Euros d'aides régionales à la construction de logement social pour Paris et la petite couronne.

Dans la foulée Valérie Pécresse fait disparaître de nombreux dispositifs de réhabilitation des parcs de logements sociaux, elle interdit même tout financement de construction de HLM aux communes ayant plus de 25% de logement social.

Pourtant tous les voyants sont au rouge, la région affiche le chiffre de plus d'un million de mal-logés et les expulsions locatives vont reprendre au 1^{ier} avril jetant à la rue les familles touchées par la précarité de l'emploi ou le chômage sans solution de relogement.

La CGT refuse les expulsions locatives et revendique un grand service public de l'habitat.

Il est urgent d'engager la construction massive de logements sociaux à loyer accessible pour répondre aux 630 000 demandeurs franciliens.

L'état doit s'engager dans un financement public à la hauteur des besoins.

L'argent existe, il faut rompre avec les politiques d'austérité, avec les milliards distribués sans aucune contrepartie aux grandes entreprises. Le CICE c'est 31 milliards en moins en 2017 dans les caisses de l'Etat et les budgets publics.

L'Union Régionale Ile de France s'associe à cette manifestation unitaire.
L'URIF appelle les organisations CGT à faire connaître cette initiative et à largement y participer.